



Bulletin trimestriel - n°10 # juin 2018

ÉDITORIAL : FOISONNEMENT



C'est le mot qui vient à l'esprit quand on se remémore l'action publique de ces derniers mois. Que de sujets abordés, souvent complexes, que de prises de

position, de déclarations solennelles incarnées dans des mesures qui paraissent souvent minimes. Il est vrai que le regard que nous proposent les grands médias est souvent partial, presque toujours partiel : réduire la loi agriculture/ alimentation au seul refus d'un amendement interdisant le glyphosate, c'est passer sous silence de nombreuses avancées, modestes mais réelles.

Ce qui surprend, c'est la **méthode**, caractérisée en *même temps* par un certain affaiblissement du rôle des **corps intermédiaires** et une multiplication inédite des **consultations en ligne**, souvent assorties de **débats participatifs** : après l'alimentation¹, la mobilité, la biodiversité, l'égalité hommes - femmes, la fin de vie, l'énergie et bien sûr l'Europe, dont le champ dépasse les frontières de l'hexagone, vient le tour des **retraites**.

Nous serions mal venus à rejeter cette pratique démocratique, mais il importe que **son rôle et ses méthodes soient précisés** : comment s'assurer que les citoyens et les organisations qui y participent représentent une part significative de la société, comment déjouer les biais volontaires et organisés ? Questions parmi d'autres que tente d'éclairer *l'Observatoire citoyen de la qualité démocratique* animé par le **Pacte civique**.

De ce côté-là aussi, un vrai **FOISONNEMENT**, tout à fait prometteur :

- une belle réalisation collective autour du **baromètre de la fraternité**, offrant enfin un débouché à nos patients plaidoyers en faveur d'une appropriation politique de cette valeur cardinale ;
- une **attention soutenue à l'actualité** : essayer, quand nous le pouvons, *d'influencer*, tout en gardant la tête froide : sur la loi asile/

immigration², sur le **service national universel**, sur la **programmation pluriannuelle de l'énergie**³, où nous nous efforçons de faire le lien avec l'incontournable valeur **sobriété**.

Les **réflexions** conduites depuis que nous existons, et les actions qui y sont associées, méritent d'être partagées, ce que nous pourrions faire à plus grande échelle en animant des **formations**. Plusieurs pistes émergent, que nous vous invitons à creuser.

Ainsi, en cohérence avec les lignes d'action de sa phase III, le collectif Pacte civique tente de **répondre à sa mission tout en élargissant son champ d'action**.

Donc tout va bien ? Oui, à deux détails près : **nous manquons de bras** pour mener à bien nos projets, et **nous manquons de moyens financiers** pour pérenniser une structure vraiment opérationnelle.

A bon entendeur ...

Le baromètre de la fraternité

Le 16 mai 2018, le **baromètre de la fraternité** a été publié par Opinionway à la demande du labo de la fraternité, collectif de 14 organisations auquel le Pacte civique participe activement.

Les enseignements à tirer de cette étude sont intéressants : les Français y apparaissent très **ambivalents**,

acceptant la diversité comme une *chance*, bien que parfois confrontés à des discriminations ; *méfiants* à l'égard d'autrui, mais aspirant à *s'ouvrir davantage* s'ils avaient plus de temps, d'occasions et d'espaces pour le faire.



Les 5 propositions du labo de la fraternité

- instaurer une **journée de la Fraternité** le 16 mai, jour retenu par l'ONU pour la *journée internationale du vivre en paix* ;
- généraliser le service civique**, et en faire une véritable école de la fraternité ;

² Voir bulletin n°9

³ Voir le dernier *flash info* « Dossier énergie » et [notre dossier](#). Attention ! Réponses au questionnaire **avant le 30 juin**.

¹ Inventaire évidemment non exhaustif

- ✚ débattre de la Fraternité au sein d'Etats généraux, et faire de la Fraternité un critère d'évaluation des politiques et services publics ;
- ✚ infuser l'éducation formelle et informelle pour qu'elle favorise l'apprentissage d'un meilleur vivre ensemble ;
- ✚ encourager les citoyens à agir de manière fraternelle, à tous les niveaux (accueil des réfugiés, inclusion des personnes les plus vulnérables, tiers lieux).

Le 16 mai ...

les résultats du baromètre et nos propositions ont été remis et commentés aux représentants de divers ministères ainsi qu'aux conseillers de l'Elysée, et indirectement au Président de la République. Si tous ont salué l'initiative du baromètre, il semble que le mot fraternité ne sera porté par les membres du gouvernement que si le Président s'en empare personnellement.

L'écho médiatique de cette initiative fut important : commentaires du baromètre ([Le Parisien](#) et Aujourd'hui en France), [tribune](#) portée par 100 personnalités « pour une fraternité nationale et universelle » (Ouest France), émission de radio sur France Inter.

Toujours ce 16 Mai, des fêtes de la fraternité ont été organisées à Paris, Dijon et Cannes. A Paris, 280 personnes ont partagé une soirée dédiée au baromètre, à nos propositions, et à la fête (musique et danses par de jeunes réfugiés).

Les partenaires du labo, fiers de cette initiative réussie, ont bien l'intention de continuer à promouvoir ensemble la fraternité.

La formation au Pacte civique

Le Pacte civique appuie son développement sur un axe important qualifié "d'agir par l'influence". Dans ce cadre, un chantier réflexion est actuellement piloté par Bénédicte Fumey afin d'explorer les opportunités que pourrait présenter la formation. Un groupe de travail, totalement ouvert à celles et à ceux qui veulent creuser cette idée, a commencé d'explorer plusieurs opportunités. A ce stade, différentes pistes se dessinent :

- « Formation à la fraternité » visant les entreprises
Réfèrent : Meddy Bakhouch
- Formation « tous citoyens, acteurs créateurs »
Réfèrent : Georges Dhers
- Formation visant le service civique
Réfèrent : Eric Thuillez
- Formation au « débat mouvant »
Réfèrent : Jean-Claude Devèze
- Formation à « la paix et la fraternité ça s'apprend »
Réfèrent : Régis Moreira
- Formation à "la pratique de l'éthique du débat"
Réfèrent : Régis Moreira
- Formation au « développement de son capital social éthique »
Réfèrent : Régis Moreira

Si cette initiative exploratoire du Pacte civique vous intéresse...

Pour "TOUT SAVOIR", notamment l'esquisse de contenu, cliquez [ICI](#)

Débattre sur l'avenir de l'Europe, avec méthode ...

28 mai à Rennes, refonder l'Europe par le dialogue



A l'invitation du Mouvement européen d'Ille et Vilaine, Jean-Claude Devèze, assisté de Christian Canel, a animé un débat mouvant, centré sur trois thèmes :

ce qu'est l'UE, ses fragilités, des pistes pour la rénover.

Conformément à la méthode du débat mouvant⁴, des affirmations relatives aux trois thèmes, préparées à l'avance, ont été proposées aux participants, invités à se déplacer entre les 4 coins de la salle, symbolisant les réactions « d'accord », « pas d'accord », « ne sait pas », « à reformuler », en fonction des arguments échangés à la demande de l'animateur.

Le déplacement des participants entre les 4 pôles est vite devenu inutile, la dynamique des premiers mouvements ayant libéré la parole. Sur de nombreux items, pas sur tous, le groupe a réussi à se mettre d'accord sur une formulation consensuelle ou très majoritaire, prouvant l'intérêt de la méthode pour aborder de nombreux points en impliquant tous les participants. Citons-en trois, recouvrant les trois thèmes de la soirée :

- ✚ L'UE est une communauté politique et économique d'Etats membres et de citoyens cherchant à résoudre les problèmes actuels, à traiter les enjeux de l'avenir des pays européens et à relever ensemble les défis d'un monde en mutation.
- ✚ Un problème majeur est d'arriver à créer une zone Euro reposant sur des politiques économiques et fiscales harmonisées.
- ✚ L'UE pour s'affirmer et se rénover doit mieux informer et responsabiliser ses citoyens, contribuer à régler leurs problèmes et leur offrir des perspectives constructives dans un monde incertain.

2 juin à Maressargues (Gard), notre vision de l'Europe de demain

Profitant de son AG annuelle, le collectif 30 a organisé pendant 2 heures un débat autour de 7 souhaits adressés à l'UE, préparés individuellement

⁴ Voir bulletin n°9 et : Jean-Claude Devèze, *Pratiquer l'éthique du débat*, Chronique sociale, 2018.

par les participants, tous formés à l'éthique du débat. Le but du jeu était de parvenir, pour chacun de ces souhaits, à une formulation consensuelle (ou 2 formulations contradictoires). Eh bien, ça a marché ! Les 7 items reformulés serviront de base à un débat public à organiser dans le cadre des *consultations citoyennes*. Les voici :

- ✚ que l'Europe devienne une fédération d'Etats avec des objectifs sociaux et de développement durable, et non une simple zone de libre-échange
- ✚ repenser la gouvernance de l'Europe pour la rendre plus légitime
- ✚ que l'Europe définisse une politique d'accueil dans la durée, qui prenne en compte les initiatives citoyennes et favorise la connaissance des autres cultures
- ✚ que l'Europe devienne leader en matière de développement durable avec le souci de préserver ses valeurs
- ✚ construire un modèle socio-économique en rupture avec le néo-libéralisme, plaçant l'homme au centre, pour mieux lutter contre les inégalités et le réchauffement climatique
- ✚ que l'Europe rende ses décisions plus claires et plus accessibles à tous, par une communication pédagogique permettant ainsi de ne plus être un alibi facile
- ✚ une Europe plus proche des préoccupations des citoyens pour mieux y vivre ensemble.

Brèves

TZCLD : beaucoup de feux au vert !

Le lancement d'une seconde étape d'expérimentation du projet « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » est bien parti : [le rapport d'orientation](#), auquel le Pacte civique a largement contribué, a été approuvé par l'AG du 15 mai de l'association ; ce même jour, François de Rugy, Président de l'Assemblée nationale, a longuement reçu une délégation de TZCLD ; plus de 80 députés de tous bords ont rejoint le comité de soutien parlementaire au projet ; et le 22 mai, Emmanuel Macron a évoqué le projet comme « *en train de marcher* » et « *à faire changer d'échelle* ».

Plusieurs collectifs locaux du Pacte Civique sont impliqués parmi les territoires intéressés ou volontaires. Avis aux amateurs !

Une belle aventure, très « Pacte civique » !

Service national universel : quelles modalités ?

L'instauration d'un service national pour tous les jeunes fait partie des engagements présidentiels. Une grande idée pour développer la fraternité ... à condition de **ne pas se tromper de formule** !

Avec plusieurs partenaires, notamment *Unis-Cité*, le Pacte civique a rédigé une [lettre ouverte](#) au Président de la République, publiée le 28 mai par *Libération*, demandant à ce que le service national universel s'appuie sur ce qui marche : la **journalée défense citoyenne**, qui pourrait être améliorée

sous l'angle de la citoyenneté, et le **Service civique** (6 à 9 mois de mission auprès d'un service ou d'une association), qu'il faut généraliser progressivement en en faisant une étape structurante du parcours éducatif des jeunes.



Sobriété - une valeur cardinale du Pacte civique

Une demi-journée a été consacrée à la sobriété lors de la réunion du 6 juin de la coordination générale. Outre deux questions concrètes, la **programmation pluriannuelle de l'énergie** et le **projet Europacity** (sur lequel nous aurons l'occasion de revenir), un premier débat a permis d'échanger à partir d'un texte introductif (à télécharger ; voir notre dossier « [environnement - écologie](#) »). Si vous avez envie de réfléchir pendant l'été, voici quelques pistes.

- Comment construire un « *récit* » articulant émotion et raison ?
- Comment *influencer* l'action politique ?
- Comment faire accéder tous les hommes à un degré de *développement* satisfaisant sans faire exploser la planète ?
- Comment *distinguer* le vital, l'essentiel, le ludique et le superflu pour chacun, et *évaluer* le socialement nécessaire ?
- Comment promouvoir une *approche positive* de la sobriété, le *plaisir* de l'entraide et du partage ?
- L'échelon *communal* est-il le meilleur niveau pour faire avancer la transition écologique ?

Du côté des collectifs locaux

Marseille, 26 mai : communautés et fraternité

A Marseille, ces deux termes sont-ils compatibles ?

Tel était le thème d'une table ronde réunissant trois chercheurs et militants associatifs, organisée dans le cadre de la 3^{ème} édition de « *Faites de la fraternité* », au théâtre Toursky.

L'approche « **politique** » oppose le « *principe d'association* » et le « *pluralisme de la différence* » :

- ✚ d'un côté, la défense d'intérêts communs rassemble des citoyens de tous horizons attachés à négocier des compromis avec d'autres intérêts, dans une attitude d'ouverture

au bien commun, de respect des différences, et de liberté individuelle ;

- de l'autre, le rassemblement autour d'une appartenance commune fige les positions et consolide les différences ; l'action politique revient alors à faire reconnaître l'identité du groupe, à négocier des dérogations à la règle commune, et à réclamer une partie du pouvoir, dans une perspective hégémonique et séparatiste.



Qu'en est-il à Marseille ?

L'histoire cosmopolite de la ville a favorisé la coexistence de multiples communautés ethniques, religieuses et culturelles.

Celles-ci ne sont pas toujours perçues et traitées de manière égale, ce qui tend à marginaliser une partie des Marseillais. Mais cette attitude néfaste est heureusement contrebalancée par de nombreuses initiatives favorisant la rencontre et l'échange, comme celles développées par le théâtre Toursky.

À vos âmes citoyens ! L'humanité crie au secours

Aujourd'hui, les valeurs fondamentales de la République, énoncées dans notre devise, sont largement mises à mal : actes terroristes, comportements discriminatoires ...

... L'information, la sensibilisation dès le plus jeune âge, et la mobilisation des lieux de culture et des artistes sont une nécessité. L'heure est venue de combattre l'obscurantisme pour bâtir une humanité solidaire et fraternelle.

« Ce commencement de fraternité s'appelle la tolérance ».

Richard Martin, directeur du théâtre Toursky.

Les communautés elles-mêmes jouent souvent un rôle d'intégration très positif : elles offrent un sas d'accueil aux nouveaux arrivants et entretiennent auprès des plus anciens solidarités et sentiments d'appartenance. Sans renier leur histoire, leur origine ou leur religion, leurs membres se perçoivent d'abord comme Marseillais, citoyens d'une métropole diverse mais fraternelle.

RESTONS EN LIENS

[Notre site internet](#)

Nos sites [facebook](#) et [twitter](#)

Vos réactions à : pcivique@gmail.com

DISCERNEMENT

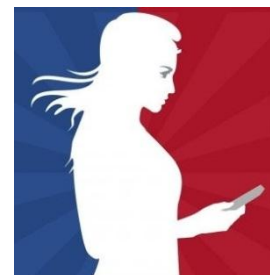
Démocratie et Numérique: je t'aime, moi non plus.

C'est autour de cette contradiction que s'est organisé le débat du 29 mai au forum 104.

Avec **Amal TALEB**, Directrice adjointe, Relations Institutionnelles de SAP; ancienne présidente adjointe du CNN ;
Michel CADENNES, Ingénieur, filière intelligence artificielle ;
Jonathan KELLER, Docteur en droit, la Paillasse Responsable juridique ;
Jacky RICHARD, Animateur de l'OCQD ;
Animation par **Bénédicte FUMEY**, membre de l'équipe d'animation nationale du Pacte civique.

1/ La fracture numérique

Elle s'observe aux niveaux territorial, socio-professionnel et générationnel.



Aujourd'hui, six millions de français n'ont pas accès à un débit internet fixe de qualité (connexion d'au moins 3 Mbit/s). Ceci est contraire aux idéaux républicains d'égalité de traitement des citoyens, augmente la défiance et le sentiment d'abandon des concitoyens mal desservis et freine la démocratie participative. Les remèdes sont connus : atteindre rapidement (2020) une couverture à 100 % du territoire en 2G et 4G ; former massivement les personnes inappétentes au numérique, tâche à partager entre administrations, collectivités locales et associations.

2/ Le paradoxe du numérique

Le numérique est porteur d'espoir et s'applique dans de nombreux domaines (exemple : la santé). Les réseaux sociaux forment un immense espace public d'échange à l'échelle planétaire. Malgré la censure de pays comme la Chine ou la Russie, il reste un outil de résistance et de promotion de la démocratie dans les pays occidentaux, en Asie, en Afrique, aux Proche et Moyen-Orient.

Mais il fait de nos données personnelles une richesse que se partagent les GAFAs et les Etats, à l'insu du citoyen. L'utilisation d'algorithmes permet le « profilage » de ces données, qui peut facilement se transformer en fichage des citoyens en fonction de leurs engagements, ou en détournement frauduleux d'opinions. La conscience de ces dérives, en particulier par les jeunes générations, constitue de plus en plus un frein à la liberté d'expression.

3/ Le RGPD : remède miracle ?

Ce « règlement général de protection des données » élaboré et mis en application par l'Union européenne, constitue une première mondiale. Il renforce les droits individuels existants, encadre des pratiques comme le profilage, régule la possession de données personnelles par les Etats, harmonise les standards et met en réseau les autorités de contrôle européennes. Son efficacité sera directement liée aux moyens de contrôle mis en place.

